

Boutet-Nicolas : 1 500 personnes manifestent

1 500 personnes ont manifesté samedi matin dans les rues de Rosporden pour dire non au projet de fermeture de la conserverie. Une mobilisation sans précédent.

« Non à la fermeture de Boutet-Nicolas » « La Cecab = chômage » « Non à la Daucy culture » Les slogans étaient nombreux dans la manifestation de samedi matin à Rosporden. Dans les rues, près de 1 500 personnes ont crié leur rage et leur désespoir face au projet de fermeture de la Cecab des deux sites Boutet-Nicolas de Rosporden.

L'entreprise prévoit la fermeture de sa conserverie de légumes et de la plate-forme d'expédition en 2014. Une décision qui entraîne la suppression d'environ 350 emplois (fixes et intérimaires) sur la commune.

Des élus de toute la Cornouaille et de tous bords sont venus soutenir les salariés. « La Cecab veut nous enterrer, mais nous, nous voulons que Boutet-Nicolas continuent à faire vivre Rosporden » martèle Pascal Quelven, secrétaire du comité d'entreprise. Les plus virulents dans leurs discours ont été les élus, qui ont eu l'impression d'être trahis et floués par la direction de la Cecab.

Les ministres suivent le dossier

A l'image du député Gilbert Le Bris, qui a prononcé un discours très à gauche. « Un gâchis économique s'agissant d'une entreprise rentable. Qu'est-ce que c'est que cette coopérative bretonne qui veut fermer alors qu'elle réalise des bénéfices de plus d'un million d'euros par an ! » s'exclame Gilbert Le Bris. « Le gouvernement est à nos côtés. Guillaume



Un moment donné, le défilé prenait toute la rue Nationale de Rosporden, soit un cortège de 800 mètres de long.

Garot, délégué à l'agroalimentaire nous a reçus la semaine dernière, mais j'ai aussi alerté les autres ministres concernés, Stéphane Le Foll à l'agriculture, Arnaud Montebourg au redressement productif, et Benoît Hamon à l'économie solidaire. »

Parmi les arguments pour fermer l'entreprise, la direction de la Cecab a avancé celui de la localisation de

Rosporden, en dehors des flux de logistiques réguliers. « Cet argument n'est pas recevable » rétorque le maire de Rosporden, Gilbert Monfort. « La Bretagne produit, transforme dans ses entreprises agroalimentaires, et exporte vers les bassins de consommation. Depuis qu'elle a racheté les installations, la Cecab a eu 13 ans pour remettre à niveau

ou faire évoluer les sites de Rosporden. »

Tous ont promis de poursuivre la mobilisation. D'autres actions sont prévues au cours des mois à venir. « Nous ne voulons pas être des laissés pour compte. »

Isabelle JÉGOUZO.

Finistère en bref

Un Grand Prix Guyader plus intense pour 2013



Les organisateurs et partenaires du Grand Prix Guyader.

Le 14e Grand Prix Guyader se déroulera du 3 au 12 mai 2013 dans la baie de Douarnenez. C'est ce que les organisateurs et partenaires de l'événement ont annoncé samedi matin.

« Nous avons décidé de raccourcir la durée et d'augmenter son intensité », a fait remarquer Philippe Lucas, président du comité d'organisation. Les organisateurs souhaitent pour cette prochaine édition attirer davantage de public. Ils pourront pour cela s'appuyer sur deux nouveaux partenaires : la Chambre de commerce et

d'industrie Quimper-Cornouaille et la Banque populaire Atlantique.

Parmi les nouveautés, le Grand Prix accueillera une nouvelle course, La Baquera. C'est une course de bateaux habitables qui conduira les équipages en Espagne avant de revenir à Douarnenez.

Des bateaux du tour de France à la voile seront également présents les 3, 4 et 5 mai avant de se rendre à l'École navale. Enfin, la flotte des Pen Duick fera escale à Douarnenez du 3 au 6 mai.

Mille manifestants contre la centrale au gaz



Nouvelle mobilisation d'importance hier à Landivisiau.

Hier à Landivisiau, les opposants à l'implantation d'une centrale à cycle combiné gaz se sont rassemblés pour des prises de paroles et un défilé dans les rues du centre-ville.

Plus de 1 000 personnes étaient présentes selon les organisateurs, un peu moins de 700 selon les forces de l'ordre.

La manifestation s'est déroulée dans

le calme et s'est dispersée vers 13 h. Les associations et le collectif Gaspard se sont séparés en prenant date : « Nous avons des propositions alternatives au pacte électrique breton et à l'implantation de la centrale », annonce Loïc Le Pollès, président de Guiclan doit dire non à la centrale.

Un scénario alternatif qu'ils présenteront publiquement le 18 janvier.